

Repenser la diplomatie économique marocaine : perspectives et enjeux pour une meilleure intégration en Afrique Subsaharienne

Rethinking Morocco's Economic Diplomacy: Prospects and Challenges for Better Integration in Sub-Saharan Africa

NECHAD Abdelhamid

Professeur de l'Enseignement Supérieur à l'ENCG Tanger

Université Abdelmalek Essadi

Le laboratoire de Recherche en Stratégie, Management et Gouvernance

Nechad22@yahoo.fr

Tarik KASBAOUI

Professeur de l'Enseignement Supérieur à l'ENCG – Casablanca

Université Hassan II-Casablanca

Le laboratoire de Recherche Prospective en Finance et Gestion

tarik.kasbaoui@gmail.com

BAHHA Meryeme

Doctorante à l'ENCG Tanger

Université Abdelmalek Essadi

Le laboratoire de Recherche en Stratégie, Management et Gouvernance

Meryeme.bahha2@gmail.com

Résumé

La diplomatie économique est l'instrument essentiel qui permet à tout pays d'accroître sa compétitivité, de diversifier sa base économique et créer suffisamment d'emploi pour sa population. L'élargissement des marchés donne aux producteurs et aux consommateurs davantage d'opportunités bien au-delà des marchés restreints de leur propre pays, le Maroc de son côté s'est inscrit dans la marche d'une diplomatie économique lui facilitant l'intégration dans l'échiquier international et plus précisément en Afrique subsaharienne. A l'aube de l'évolution récente de la coopération Sud-Sud, cet article met en exergue les nouvelles perspectives de la diplomatie économique facilitant l'accès aux investissements à grande échelle et permettant l'attractivité du territoire marocain.

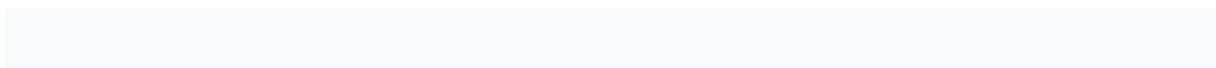
Mots clés : Diplomatie économique, Coopération Sud-Sud, Accords, Partenariats.

Abstract

Economic diplomacy is an important means for any country to improve its competitiveness, diversify its economy and create employment opportunities for its people. The expansion of the market provides producers and consumers with more opportunities to surpass the country's restricted markets. Morocco has adopted economic diplomacy to facilitate its integration into the international arena, especially in sub-Saharan Africa.

In the light of the latest developments in South-South cooperation, this article focuses on new perspectives on economic diplomacy, which facilitate the acquisition of large-scale investment and make the Moroccan territory attractive.

Keywords : Economic diplomacy, South-South cooperation, Agreements, Partnerships.



Introduction

Les ambitions commerciales marocaines ne cessent d'accroître, une diplomatie économique active est donc au service de la réalisation de ces ambitions. La diplomatie économique marocaine en Afrique subsaharienne revêt un caractère stratégique au service de l'économie nationale, sous l'implication personnelle du souverain (depuis son intronisation en 1999) de nombreuses visites ont été effectuées et plusieurs accords ont été signés avec plus de 35 pays du continent africain. *Notons par ailleurs que l'Afrique est le continent le plus culturellement uni d'un point de vue coutumes, langues, mythes et divers éléments fondamentaux qui restent identiques dans toute la moitié Sud non islamisée du continent et identiques aussi pour la moitié Nord.*

Conscient de son identité africaine, le Maroc est appelé à mettre en avant ses différents atouts à savoir : sa position stratégique, les relations entretenues avec l'Europe, la réintégration de l'Union Africaine en 2017, la stabilité politique... pour adopter une stratégie qui vise, in fine, à projeter une image d'un Maroc ouvert aux négociations ayant pour but de défendre ses intérêts économiques et politiques en Afrique. Le but étant non seulement de dessiner l'image d'un Maroc ouvert et attractif mais aussi de faire bénéficier les pays partenaires de l'expertise marocaine dans plusieurs domaines dans une logique « win-win ». L'Afrique étant le réservoir de main d'œuvre et de matières premières pour toutes les autres parties du monde notamment l'Amérique, l'Asie et l'Europe, ce bien commun universel est devenu le terrain privilégié du Maroc.

Cet article aura pour objet de dresser un état des lieux de la coopération entre le Maroc et les pays subsahariens aussi bien au niveau régional que bilatéral en mettant principalement l'accent sur les différentes actions entreprises par le royaume. Ainsi, nous allons essayer de retracer tout au long de ce travail les principales initiatives qui ont permis au Maroc de renforcer son rôle de locomotive économique sur le continent notamment après la reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le Sahara par les Etats Unis.

1. L'Afrique : une promesse

De tous les continents, l'Afrique est devenu le continent le plus convoité généralement appelé le continent de demain grâce à l'accélération de sa croissance depuis 2004 qui fait donc que ce continent revient sur le devant de la scène internationale. Passant de l'afro-pessimisme (à cause des tensions dues à la pauvreté) à un afro optimisme largement justifié, au fatalisme longtemps entretenu¹, « il n'y a pas d'eau, pas d'électricité, pas de routes, donc on ne peut rien faire », a succédé un renversement d'image : « Il n'y a pas d'eau, pas d'électricité, pas de routes, donc tout reste à faire et ceci constitue un réservoir de croissance fantastique. »

La superficie de l'Afrique s'étend sur 30.4 millions de kilomètres carrés soit plus que la superficie des Etats Unis, de l'Union européenne et de la Chine réunis, et de diversité géographique et climatique². Le continent englobe 54 pays et constitue la troisième puissance démographique mondiale composée d'une population jeune appelée à doubler d'ici 2050, la diversité linguistique y est présente par excellence avec à peu près 2000 langues en plus du français, de l'anglais, du portugais et de l'arabe. Le contexte religieux est loin d'être uniforme et provoque de nombreuses tensions entre les différents courants islamiques, les animistes et les chrétiens.

Nous assistons depuis le début des années 2000 à une amélioration remarquable de la situation du continent, commençons d'abord par l'annulation de 90% de la dette publique d'une trentaine de pays soit l'équivalent de 120 milliards de dollars. Ensuite, l'émergence d'une classe moyenne a dynamisé le secteur de la consommation grâce à l'augmentation de la parité du pouvoir d'achat en dollar constant au cours des 15 dernières années, l'espérance de vie a augmenté de 8 ans, le taux de scolarisation des enfants est passé de 64 à 80% dans le primaire et de 28 à 39% dans le secondaire, les décès imputables au paludisme ont chuté de 30% alors que le nombre d'infections dues au VIH a reculé de 74%.

Notons cependant que la disparité est très forte entre les pays producteurs et non producteurs de matières premières, ceci dit l'arrivée de nouveaux investisseurs, attiré par l'immense richesse minière, permet de dessiner pour la zone un avenir plus radieux. Le redressement africain est caractérisé par l'émergence de nouvelles entreprises africaines, le développement de l'internet et de la téléphonie mobile, la bancarisation des habitants et l'utilisation efficace des ressources publiques pour réduire la pauvreté.

¹ S. Kauffmann, « Afrique, allers-retours », Le Monde, 13 septembre 2015, p. 27 consulté le 15.04.2021.

² J. Wagner, « Chine Afrique, le grand pillage », Ed. Eyrolles, 2015.

Le monde entre dans une nouvelle ère de globalisation où les rapports entre les principales forces ont profondément changé, le champ de bataille où les Etats Unis, la Russie, la Chine défendent leurs intérêts au détriment des autres pays est bel et bien l'Afrique.

En terme de coopération Chine-Afrique, J. Buchalet avance : « Le rapprochement de la Chine, perçu par les africains comme une alternative à la vieille alliance des anciens pays colonisateurs et semblant offrir une voie séduisante vers le développement, s'est révélé tout autre. L'empire du Milieu pille sans vergogne les richesses minières, agroforestières et agricoles du continent, sous couvert de coopération et de prêts bonifiés avec un relent de néocolonialisme : une dépendance à long terme pour d'hypothétiques gains à court terme³. »

Du côté de l'Union Européenne, la France et les pays membres affirment vouloir relancer l'idée de la coopération renforcée avec le continent africain. Des deux côtés du bassin méditerranéen, « il y a une histoire, des projets, des diasporas, des jeunes qui se regardent et n'attendent que de faire » a affirmé le président français Emmanuel Macron en janvier 2018 à Tunis.

L'Afrique, tout comme l'Asie, est l'arrière-cour industrielle « low-cost » de l'Europe, le Maroc a montré le chemin en constituant des hubs industriels à Tanger, la proximité géographique, linguistique et juridique devrait aider le continent européen à mettre en place une stratégie commune.

A côté des aides humanitaires et des questions de paix et de sécurité, les Etats Unis portent un intérêt particulier à l'égard de l'Afrique avec une enveloppe des investissements qui est passée de 9 milliards de dollar par an en 2001 à 34 milliards de dollars en 2014 avec la création de 300 000 emplois. Les importations en provenance d'Afrique subsaharienne dans le cadre de l'AGOA⁴ ont totalisé près de 11 milliards de dollars en 2016.

S'agissant d'un pont qui relie la région indopacifique et la communauté atlantique, et une connexion directe entre l'Europe et le moyen Orient⁵, tous ces éléments font de l'Afrique une région très convoitée.

Inopportunément, 34 pays africains ont le statut de PMA (pays moins avancés) et cumulent des caractéristiques communes comme la faible productivité, une vulnérabilité économique, un taux élevé de dépendance et plusieurs conflits armés au cours des 15 dernières années. Les inégalités posent des problèmes d'insécurité alimentaire, d'accès à l'éducation, aux services de santé et à la protection sociale.

³ J. L. Buchalet & C. Prat, « Le futur de l'Europe se joue en Afrique », Ed. Eyrolles, 2019, p : 15

⁴ African Growth and Opportunity Act (AGOA, en français Loi sur le développement et les opportunités africaines) est une loi fédérale américaine adoptée en mai 2000 par le Congrès des États-Unis et signée par le président Bill Clinton.

⁵ <https://ci.usembassy.gov/fr/parteneriats-entre-les-etats-unis-et-lafrique-promouvoir-les-interets-communs/>

Kwame Nkrumah premier président du Ghana, qui avait plaidé pour les Etats d'Unis d'Afrique, disait lors de sa prise de parole à la création de l'Organisation de l'Unité Africaine à Adis Abeba en 1963 que : « L'unité africaine est avant tout un royaume politique qui ne peut être conquis que par des moyens politiques. L'expansion sociale et économique de l'Afrique ne se réalisera qu'à l'intérieur de ce royaume politique et l'inverse n'est pas vrai.⁶ »

Il semble clair que l'idée d'unification de l'Afrique remonte à un passé lointain, la création de l'Organisation de l'Unité Africaine constitue la solution évidente aux insuffisances relevées et la réponse politique adéquate aux dominations subies par le continent noir.

Tout de même, l'Afrique demeure fragmentée pour relever les défis de la création de l'OUA qui s'est transformée au fil des années en un syndicat de chef d'Etat défendant leurs politiques internes. L'Afrique a besoin d'une communauté politique ayant la capacité d'imposer la sécurité, de protéger la vie, la liberté et la propriété privée au-delà des souverainetés nationales parfois source d'inégalités. Une communauté qui inspire confiance aux populations et qui possède un pouvoir permettant d'imposer l'Etat de droit. Seule l'intégration régionale en bonne et due forme permettra à l'Afrique de suivre le rythme de la globalisation actuelle en développant un modèle différent de celui qui agonise.

Pour ce faire, l'Union africaine a besoin d'un changement radical pour pouvoir défendre les intérêts africains à l'échelle mondiale en commençant d'abord par la suppression des frontières commerciales, l'élimination des opérations de change interafricaines qui doivent passer par des monnaies étrangères, l'incitation à la spécialisation des pays qui détiennent un avantage absolu dans la production d'un bien, l'élargissement du marché d'emploi et la mise en place des barrières à l'entrée pour les investisseurs étrangers.

⁶ I. Mandé, W. Jackson, « L'unité africaine, vers une communauté politique ? », Fondation Gabriel Péri | « La Pensée », 2015 1 n°381, <https://www.cairn.info/revue-la-pensee-2015-1-page-61.htm>

2. De l'intégration régionale à la coopération Sud-Sud

Selon le rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde (édition 2017) : « (...) l'intégration contribue même à améliorer la santé et l'éducation et aidera à assurer une distribution plus équitable de la richesse nationale ». L'intégration régionale met en évidence non seulement la dimension commerciale ou économique mais aussi les dimensions macroéconomiques infrastructurelles. En effet, la mise en place des relations fluides aidera les économies africaines à accroître la productivité pour la fabrication de bien et la fourniture de services.

En effet, la consolidation des rapports entre les pays africains est un rêve resté jusqu'à présent utopique pour des pays ayant pratiquement tous subi des formes communes de domination : colonisation, esclavage et autres. L'intégration régionale est un instrument permettant aux entreprises africaines d'atteindre leur taille optimale et offrant à sa population jeune suffisamment d'emploi.

Jennifer Blanke économiste en chef au forum économique mondial en 2013, avait déclaré : « l'intégration régionale africaine est la clef qui permet de remédier à la faiblesse de la compétitivité du continent, en apportant des avantages économiques et sociaux plus larges ; elle devrait donc être considérée comme prioritaire par les dirigeants africains qui cherchent à garantir que l'Afrique tienne ses promesses.⁷ »

Le commerce inter-régional au sein de l'Afrique tournait autour de 12% en 2014 quand en Europe il représentait 70% des exportations totales de marchandises au cours des vingt dernières années. C'est 52% en Asie et 50% en Amérique du Nord qui ne compte que quelques pays⁸. L'Afrique doit donc faire preuve d'une union en adoptant une approche ambitieuse et réaliste pour répondre aux besoins de sa population et pour relever le défi de son intégration sur la scène internationale.

Pour ce faire, les gouvernements africains doivent intervenir plus activement pour la mise en place d'une feuille de route d'intégration régionale permettant d'abord de réaliser des économies d'échelles et ensuite de pallier l'abondance dans un pays et la rareté dans l'autre.

L'implication des acteurs comme les parlements, les think-thanks, les secteurs privés et publics est nécessaire pour la représentation de chaque pays et la défense des intérêts nationaux dans une logique d'intérêt général. Une diplomatie économique prometteuse basée sur un partenariat

⁷ <http://www.banquemonddiale.org/fr/news/press-release/2013/05/09/reginal-integration-key-to-africa-s-future-competitiveness>

⁸ Hervé M., L'Afrique une promesse : Comment l'Afrique s'éveillera, Michalon Editeur, 2018, p : 293

« gagnant-gagnant » est la clé de réussite de cette ambition africaine longtemps recherchée en adoptant une vision globale pour le développement du commerce interafricain.

En effet, l'intégration présente plusieurs avantages comme avancé par l'ancien président algérien A. Boutaflika qui a évoqué deux vertus de l'intégration économique régionale : « Elle peut réduire les coûts de la mise en place d'infrastructures essentielles, comme les transports, les communications, l'énergie, les systèmes d'approvisionnement en eau et la recherche scientifique et technologique, qu'un pays ne peut souvent financer à lui seul. En même temps, l'intégration facilite les investissements à grande échelle en "renforçant l'attrait que présentent nos économies et en réduisant les risques"⁹. »

Ceci dit, les Etats africains mettent en place des politiques et accords qui ne sont pas concrétisés à cause des conflits d'intérêts entre les différents pays, la lourdeur administrative, le secteur informel, le manque d'informations à l'égard de la société civile (censé être un acteur actif), la multiplication des accords régionaux non cohérents et autres. Raison pour laquelle des communautés économiques régionales (CER) ont été mises en place dans les régions africaines ayant pour but l'organisation et la mutualisation des projets et des ressources.

L'Afrique compte 14 CER. Mais seuls huit ont été officiellement reconnus par l'Union africaine : la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ; la Communauté de Développement de l'Afrique du Sud-est (SADC) ; la Communauté Economique de l'Afrique Centrale (CEEAC) ; l'Union du Maghreb Arabe (UMA) ; la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) ; le Marché Commun de l'Afrique du Sud-est (COMESA) ; la Communauté Economique des Etats Sahélo-Sahariens (CENSAD) et l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD)¹⁰.

Nous pouvons remarquer qu'il existe au niveau de ces communautés économiques un chevauchement des groupements régionaux et de l'appartenance des Etats africains à plusieurs groupements régionaux dont les finalités et les objectifs sont les mêmes pour toutes les CER. Comme l'avait souligné un commissaire de l'UA aux affaires économiques, « la duplication des CER et OIG, visant les mêmes objectifs, ainsi que leur chevauchement en ce qui concerne la composition de leur membre, constitue un véritable problème, sinon un obstacle au projet de l'unité de l'intégration africaine. »

⁹ <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/septembre-2002/concr%C3%A9tiser-l'int%C3%A9gration-africaine>, consulté le 10.04.2021

¹⁰ Cheikh Tidiane Dieye, « L'Afrique et le chevauchement des accords régionaux », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 55 | 2016, mis en ligne le 29 juin 2016

Malgré les insuffisances relevées, la communauté de l'Afrique de l'Est s'est démarquée de loin par rapport à toutes les autres communautés. Notons que la région de l'Afrique de l'Est couvre une superficie de 1.8 million de kilomètres carrés disposant de ressources importantes, elle regroupe six pays à savoir : Kenya, Tanzanie, Ouganda, Burundi, Rwanda, Soudan du Sud. Ces pays sont devenus les plus compétitifs à l'image du Kenya qui brille en matière d'infrastructure facilitant les échanges dans la région.

Face à la montée en puissance de certaines économies émergentes, les pays africains ont également pris conscience de l'importance de l'intégration de l'économie internationale par le biais de l'établissement de nouveaux partenariats en dehors du continent dans le but de réussir le pari de la coopération Sud-Sud. Bien permettant la diversification des débouchés, la coopération Sud-Sud a pris naissance en 1955 lors de la conférence de Bandung réunissant 29 pays d'Asie et d'Afrique pour la promotion de la coopération économique et culturelle sur leurs continents respectifs « sur la base de l'intérêt mutuel et du respect de la souveraineté nationale.¹¹ »

Grâce à l'émergence de nouvelles puissances à l'image des BRICS (Brésil, Russie, Chine, Afrique du Sud), la Turquie, l'Inde et autres. La coopération internationale ne concerne pas uniquement les pays du Nord, la coopération Sud-Sud étend son influence afin de réduire la dépendance vis-à-vis des pays du Nord. Des partenariats et accords dans différents domaines (politique, économique, social et culturel) sont conclus dans le but d'atteindre des objectifs de développement communs entre pays du Sud en se basant principalement sur le respect de la souveraineté.

¹¹ Reality of Aid, la coopération Sud-Sud : un défi pour le système de l'aide ?, Rapport spécial sur la coopération Sud-Sud, 2010.

Tableau n°1 : Caractéristiques générales des partenariats Afrique-Sud

Caractéristiques	Observations
Objectif	Promotion de la coopération Afrique Sud afin d'atteindre les objectifs de développement communs
Principes généraux	Respect mutuel, avantages réciproques, respect de la souveraineté et non-ingérence dans les affaires intérieures
Principaux domaines d'action	Forums, sommets et accords bilatéraux
Mécanismes de transparence	Coopération politique, économique, sociale et culturelle
Acteurs	Essentiellement les gouvernements, mais participation croissante du secteur privé

Source : CNUCED, 2010

Ces partenariats sont complétés par des visites officielles de haut niveau et par des activités visant à stimuler les relations diplomatiques mais également à travers l'organisation de forums ou sommets pour stimuler les relations économiques¹².

Etant une région très convoitée, l'Afrique est au centre de la diplomatie économique des différentes puissances. A titre d'exemple, les pays asiatiques ayant un soft power développé s'activent en Afrique depuis quelques décennies. On cite notamment la Chine qui entretient des relations de longue date avec l'Afrique dans l'objectif de s'approvisionner en matière première et de diversifier ses débouchés pour la distribution de ses productions, il s'agit d'une coopération économique qui se traduit par d'importants investissements et des échanges commerciaux évalués à environ 300 milliards de dollars par an. La Chine a une stratégie axée sur le commerce et la sécurisation de ses besoins en ressources naturelles, tandis que le Japon a une double finalité : mobiliser le soutien africain au sein des instances internationales pour contrecarrer l'hégémonie de la Chine dans la région de l'Asie de sud-est et de mobiliser leur soutien pour sa reconnaissance. La Corée du Sud a une autre vision, dans ce sens Joachim Tédié ajoute : « La diplomatie coréenne touche au total quatre aspects en Afrique : politique, économique, environnemental et sécuritaire. »¹³

¹² M. Zebbakh, La diplomatie économique marocaine en Afrique subsaharienne, Editions Universitaires Européennes, 2018, p : 94

¹³ J. Tiédé, « La diplomatie économique de la Corée du Sud : Quelles leçons pour l'Afrique ? », Ed. L'Hamattan Cameroun, 2018.

3. Le soft power marocain en Afrique

Le Maroc veut fonder ses relations avec l'Afrique sur une coopération sud-sud qui s'appuie sur la diplomatie économique. Rappelons dans ce sens que la diplomatie économique se fait à différentes échelles tout en gardant l'intérêt national au cœur de l'action diplomatique extérieure en s'appuyant sur les contributions d'un réseau diplomatique.

La diplomatie économique s'oriente vers d'autres missions autres que l'expansion territoriale, il s'agit beaucoup plus d'apporter un soutien aux exportateurs, de faire circuler une image d'un pays ouvert pour attirer les investissements sur le sol national et de favoriser l'intérêt national. Il s'agit d'un instrument essentiel pour permettre à tout pays d'accroître sa compétitivité, de diversifier sa base économique et créer suffisamment d'emplois pour sa population.

En poursuivant une approche gagnant-gagnant, chaque Etat utilise un ensemble d'acteurs pour soutenir efficacement l'action des Etats à l'international que ce soit pour soutenir l'expansion des entreprises nationales ou d'attirer les investissements sur le sol. Les acteurs de la diplomatie économique sont les intervenants directs et indirects dans les relations économiques internationales conformément aux textes constitutionnels, aux droits internationaux et aux coutumes respectées en fonction du système de chaque pays.

Le système américain par exemple repose sur les fondations et institutions privées et plus récemment sur des agences autonomes par rapport aux départements ministériels avec des formes juridiques diverses. Le Royaume Uni de son côté ne part pas de zéro pour bâtir sa stratégie de diplomatie économique en créant en 2003 l'UK Trade & Investment pour le soutien de l'expansion des entreprises à l'étranger, mais aussi les investissements étrangers sur son sol puis en 2008 le premier ministre britannique a créé le Business Ambassadors Network dont l'objectif est d'aider les PME non pas tant à remporter les opportunités commerciales et pour accéder aux marchés. La France pour sa part a créé un outil de promotion pour développer l'export en 2015 ayant pour but la prospection et l'accueil des investissements internationaux sur le territoire français. Le système allemand est tout autre puisqu'il repose depuis la seconde guerre mondiale sur les chambres de commerce avec l'appui des Länders.

La politique marocaine en Afrique repose sur une approche géopolitique générale qui s'appuie sur des politiques bilatérales et des stratégies régionales qui tiennent compte des réalités continentales. Dans ce cadre, les ambassades et les agences de promotion jouent un rôle central rehaussées par les visites royales qui renforcent la volonté politique du royaume.

**Tableau n°2 : Visites effectuées par SM le Roi Mohamed VI royales en Afrique
Subsaharienne de 2002 à 2016**

2002	2004	2005	2006	2009	2013	2014	2015	2016
Afrique du Sud	Bénin	Burkina	Sénégal	Guinée	Mali	Mali	Gabon	Rwanda
	Gabon	Faso	Gambie	Equatoriale	Sénégal	Côte	Sénégal	Tanzanie
	Cameroun	Gabon	Congo		Côte	d'Ivoire	Côte	Sénégal
	Niger	Sénégal	RDC		d'Ivoire	Guinée	d'Ivoire	Ethiopie
	Sénégal		Gabon		Gabon	Conkary Gabon	Gabon Guinée Bissau	Madagascar Nigéria

Source : Ministère des affaires étrangères et de la coopération

Ces visites se sont traduites par des investissements marocains en Afrique à hauteur de 3 milliards de dollars US durant la période 2008-2017, soit 80 % des investissements marocains à l'étranger. Le Royaume est ainsi devenu le 2e investisseur africain sur le continent, 1er investisseur africain en Afrique de l'Ouest.

En somme, la coopération du Maroc avec l'Afrique est intégrée et multidimensionnelle, combinant l'économique, le social, le cultuel et le culturel. »¹⁴

Pour accompagner sa stratégie, le Maroc a développé une couverture diplomatique d'envergure en Afrique afin de mieux servir les pays du continent en mobilisant les ressources humaines et matérielles pour mener à bien les missions qui leur sont confiées. Promouvoir le développement du continent africain est l'une des principales missions attribuées aux représentations diplomatiques. En effet, le Maroc compte 91 représentations diplomatiques dans le monde dont 29 ambassades marocaines en Afrique.

Pour Charles Saint-Prot : « Le Maroc a augmenté les aides au profit de plusieurs pays en Afrique (...) et annulé les dettes des pays les moins avancés ». ¹⁵ Une telle diplomatie offensive permet également au royaume d'accéder aux ressources africaines à des prix compétitifs, de réduire le coût de production et de conquérir de nouveaux marchés par la diversification des débouchés extérieurs.

¹⁴ Mohcine JAZOULI, ministre marocain délégué aux Affaires Africaines, durant l'une de ses interventions à la conférence du CAPP, « à Paris, le mardi 11 juin 2019.

¹⁵ Charles S. Prot, 2014, « La Diplomatie africaine du Maroc : un exemple de coopération Sud-Sud », Tribune n°504

4. Au-delà de la coopération économique

Soucieux de développer sa position de leader africain et conscient de l'importance du développement des relations Sud-Sud considéré comme un facteur clé de succès, le Maroc a fait de l'investissement en Afrique l'une des préoccupations majeures notamment dans les secteurs des télécoms, des banques, du bâtiment et les travaux publics (BTP). Notons ainsi que les banques marocaines sont opérationnelles dans 30 pays africains.

La liste des projets menés par les opérateurs publics et privés du royaume est loin de s'arrêter là. « Sur les quelques années à venir, il y a déjà environ 4 milliards de dirhams [près de 357 millions d'euros] d'engagements d'investissements des entreprises marocaines à destination des pays africains », confie Abdou Diop, *managing partner* au cabinet Mazars et président de la Commission Afrique de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM).

La reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le Sahara par les Etats Unis est un point fondamental permettant au royaume de renforcer son identité africaine. Par la même occasion, des consulats généraux de plusieurs pays africains (le Burkina Faso, le Burundi, la République démocratique du Congo (RDC), la Centrafrique, les Comores, la Côte d'Ivoire, Djibouti, Eswatini, la Gambie, le Gabon, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, le Libéria, Sao Tomé-et-Principe et la Zambie) ont été inaugurés dans les provinces du sud du Maroc, légalement fondée sur les normes et pratiques diplomatiques conformément à la Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires. Ceci vient confirmer que ces pays approuvent une confiance envers le Maroc en général et le Sahara marocain en particulier, ce dernier dispose des potentialités nécessaires pour être un hub de croissance et une porte vers le continent africain. Ces nouveaux consulats reflètent également la vision de ces pays vis-à-vis au Sahara marocain en tant que source de rayonnement et point important du Royaume dans le continent. La diplomatie économique marocaine en Afrique subsaharienne met également l'humain au cœur de sa stratégie, ceci a été démontré par les aides humanitaires du Maroc à de nombreux pays victimes de catastrophes naturelles, de crises sanitaires ou des conflits militaires dans différents pays africains comme le Mozambique, le Mali ou le Burkina Faso. Dans ce sens nous pouvons citer plusieurs exemples à savoir :

- L'organisation de la Conférence Africaine sur le Développement Humain en 2007 ayant pour but l'amélioration des conditions de vie des africains,
- La création de la fondation Alaouite pour le développement humain de l'Afrique (FADH) en 2008,

- Le maintien des liaisons aériennes avec les pays affectés par Ebola en 2014 à savoir : Libéria, la Guinée et la Sierra Léone.
- Et plus récemment, suite à la crise sanitaire du COVID-19 dont le Maroc n'a pas été épargné, l'envoi d'une aide humanitaire composée de masques, de visières, de gel hydro alcoolique, de la chloroquine et autres au profit de 15 pays africains à savoir : le Burkina Faso, le Cameroun, les Comores, le Congo, Eswatini, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Malawi, la Mauritanie, le Niger, la République Démocratique du Congo, le Sénégal, la Tanzanie, le Tchad et la Zambie.

Comme nous avons cités auparavant, les acteurs du secteur privé ont également leur mot à dire en matière de diplomatie économique. Loin des actions déployées par les autorités publiques, un acteur du secteur privé s'est démarqué avec sa contribution au déploiement des actions de coopération sud-sud en mobilisant un scanner mobile de dernière génération au profit des professionnels de la santé des pays visités à savoir : la Mauritanie, le Sénégal, la Guinée Bissau. Il s'agit d'une caravane médicale à caractère humain et patriotique initiée par la société marocaine Metec Diagnostic (opérant dans le domaine médical depuis plus de 30 ans) dans le but de faciliter l'accès aux soins aux populations les plus démunies. Selon le directeur de la société, « Elle permettra d'offrir de consultations gratuites au profit des populations locales dans chacune des villes d'étapes, notamment les personnes âgées et issues des couches sociales défavorisées, à raison de 50 patients pris en charge par jour (scanner et diagnostic)¹⁶.»

Cette action s'inscrit également dans le cadre du partage d'expériences et d'expertises dans le domaine de la santé pour le développement du capital humain africain. Dans le domaine de la formation, l'Agence de Coopération Internationale (AMCI) reçoit un nombre important d'étudiants africains chaque année pour la poursuite de leurs études au Maroc.

¹⁶Mr Azeddine El Meskouri lors de sa déclaration aux journalistes de la MAP, <http://www.mapexpress.ma/actualite/societe-et-regions/el-guerguarat-depart-vers-lafrique-louest-dune-caravane-medicale-marocaine/> consulté le 15.04.2021

5. Des pistes d'amélioration

Conscient de son identité africaine, le Maroc a toujours entretenu des relations économiques et politiques avec les pays de l'Afrique Subsaharienne, ces relations sont généralement matérialisées sous forme d'accords et de partenariats. Nous pouvons distinguer les accords bilatéraux portant sur le volet commercial et sur l'investissement, ces derniers prennent la forme d'accords commerciaux, d'accords de promotion et de protection des investissements (APII) et d'accords de non double imposition¹⁷, visant cependant à renforcer et à consolider les parts de marchés acquises et à diversifier l'éventail des débouchés extérieurs.

Ces accords commerciaux prennent trois formes : accords commerciaux fondée sur la clause de la nation la plus favorisée (NPF) conclus avec 14 pays africains, les conventions commerciales de type préférentiel qui sont au nombre de quatre ainsi que l'accord relatif au système global de préférences commerciales.

Au-delà des accords commerciaux à titre bilatéral, le Maroc s'intéresse également à la coopération régionale permettant d'instaurer un cadre réglementaire susceptible de renforcer les relations économiques et commerciales interafricaines.

Cependant, malgré le nombre croissant d'accords signés les échanges commerciaux demeurent au deçà des aspirations. Le chevauchement est toujours existant, les accords signés ont plutôt un caractère politique plus qu'économique cela permettra certes d'avoir l'appui politique des pays subsahariens sans pour autant créer des conditions favorables d'investissement sur le continent noir. Sachant que les investisseurs marocains rencontrent généralement des problèmes d'ordre administratif, la plupart des pays subsahariens souffrent de problèmes de corruption touchant le climat des affaires, avec des taux d'inflation élevés (le cas du Kenya), des coûts élevés des facteurs de production (le cas du Gabon) et autres.

L'apport de la diplomatie économique marocaine reste encore à développer d'un point de vue des échanges commerciaux, il va falloir établir un cadre juridique préférentiel pour booster ce volet. D'autant plus, malgré la signature de l'accord de création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) en mars 2018 visant à créer un marché africain de 1,27 milliard de consommateurs avec un PIB cumulé d'environ 2,3 à 3,4 billions de dollars américain n'a pas encore été concrétisé en raison de la pandémie du COVID-19 qui a touché le monde entier.

L'offre marocaine doit être adaptée à la demande africaine, dans ce sens les produits marocains portant le label « Made in Morocco » doivent répondre aux besoins de la population africaine

¹⁷ Rapport du Ministère du Commerce extérieur, « Relations Maroc-Afrique », 2011, p.20.

avec des prix compétitifs par rapport à la concurrence chinoise, turque ou russe présentes sur le continent noir.

Bien que la région francophone du continent soit sollicitée par les investisseurs marocains, nous pouvons remarquer que les autres zones (Afrique anglophone et lusophone) ne sont pas encore exploitées. D'où la nécessité de la mise en place d'une feuille de route comportant une cartographie et les domaines d'activités stratégiques sur lesquels les investisseurs devraient tabler pour une meilleure répartition dans le continent en question.

Il s'agit également de mettre en place un comité ayant pour mission principale le suivi de la mise en place de tout partenariat ou accord entre les différents partenaires dans le but d'éviter les chevauchements relevés et de s'assurer de la bonne marche des actions de promotion ou d'investissement.

Une synergie entre les secteurs publics et privés est fortement sollicitée afin de positionner les produits marocains et l'expertise marocaine dans cette région et défendre les intérêts économiques des industries marocaines. Pour cela, les différents intervenants doivent élaborer des plans d'actions basés sur des objectifs économiques, sur la gestion des risques, sur l'aspect managérial, l'aspect promotionnel etc.¹⁸

En dernier lieu, le Maroc peut jouer un rôle prépondérant en matière d'assistance technique, scientifique, culturelle et d'échanges d'expertises et d'expériences dans plusieurs domaines confondus¹⁹. Prenons par exemple le chantier de la couverture sociale lancé concernant la généralisation de la couverture sociale au profit des personnes dépourvues de l'assurance maladie, ce chantier est accompagné de l'ouverture du secteur de la santé aux compétences étrangères. Ceci est donc une occasion de favoriser les compétences africaines sachant que le Sénégal abrite l'une des plus grandes facultés de médecine et de pharmacies.

¹⁸ M. Zebbakh, « La diplomatie économique marocaine en Afrique subsaharienne », Ed. Universitaires Européennes, 2018, p :225

¹⁹ Direction des Etudes et des prévisions Financières, Relations Maroc-Afrique : l'ambition d'une nouvelle frontière », 2015, p.26

Conclusion

Le continent de demain progresse rapidement, nombreux sont les pays qui s'intéressent à son développement et y participent tout en servant leurs intérêts économiques. Le Maroc s'inscrit dans cette lignée et se veut leader au sein du continent noir de par son appartenance et son identité africaine qui jouent un rôle important dans son intégration.

Contrairement à d'autres pays qui cherchent à cribler ces pays de dettes pour les rendre dépendants financièrement à long terme, le Maroc déploie son réseau diplomatique pour promouvoir ces intérêts économiques en Afrique tout en faisant bénéficier les pays partenaires de son expertise et son expérience dans différents domaines.

Nous avons essayé de retracer tout au long de cet article l'ensemble des actions entreprises par le Maroc dans le cadre de sa diplomatie économique avancée vis-à-vis de son continent, il s'agit en général des accords bilatéraux et régionaux, des représentations diplomatiques, des visites royales, des conventions, des échanges commerciaux, de l'implantation des entreprises marocaines, des programmes d'échanges et autres.

Afin de mener à bien sa mission et de bien maintenir sa position de leader, les acteurs de la diplomatie économique marocaine devraient :

- Produire des études établissant des projections de croissance à moyen et long terme et évaluant les conséquences des divers projets,
- Mettre en place des pronostics qui doivent déterminer la nécessité d'un tel ou tel investissement,
- Tâcher au renforcement de la synergie entre les secteurs publics et privés pour donner une meilleure image du Maroc,
- Mettre en place un guide pour les prometteurs souhaitant de se lancer en Afrique dans le but de leur faciliter la tâche chez les pays partenaires,
- Fournir des études réalistes, optimistes pour avant l'injection de tout capital.

A l'image de l'ASMEX²⁰, d'autres organismes devraient voir le jour dans le but d'accompagner les entreprises marocaines pour se lancer en Afrique subsaharienne. Ces organismes devraient être dotés de moyens nécessaires pour soutenir les startups, les TPME et les PME en mettant de la veille économique et la formation du capital humain.

²⁰ Association Marocaine des Exportations créée en 1982 ayant pour mission principale le développement des exportations

BIBLIOGRAPHIE

- Buchalet J.L & Prat C. (2019), « *Le futur de l'Europe se joue en Afrique* », Ed. Eyrolles, 15p.
- Charles S. Prot, (2014), « La Diplomatie africaine du Maroc : un exemple de coopération Sud-Sud », *Tribune* n°504
- Cheikh T.D, (2016) « L'Afrique et le chevauchement des accords régionaux », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 55 | 2016, mis en ligne le 29 juin 2016
- Reality of Aid, la coopération Sud-Sud : un défi pour le système de l'aide ?, Rapport spécial sur la coopération Sud-Sud, 2010.
- Hervé M., (2018), « *L'Afrique une promesse : Comment l'Afrique s'éveillera* », Michalon Editeur, 293p.
- Kauffmann S. (2015), « Afrique, allers-retours », *Le Monde*, 13 septembre 2015, 27p
- Mandé, W. Jackson, « L'unité africaine, vers une communauté politique ? », Fondation Gabriel Péri | « La Pensée », 2015 1 n°381,
- Rapport du Ministère du Commerce extérieur, « Relations Maroc-Afrique », 2011, p.20.
- Direction des Etudes et des prévisions Financières, Relations Maroc-Afrique : l'ambition d'une nouvelle frontière », 2015, p.26
- Tiéde J., (2018), « *La diplomatie économique de la Corée du Sud : Quelles leçons pour l'Afrique ?* », Ed. L'Hamattan Cameroun.
- Wagner J., (2015), « *Chine Afrique, le grand pillage* », Editions. Eyrolles.
- Zebbakh M., (2018), « *La diplomatie économique marocaine en Afrique subsaharienne* », Editions Universitaires Européennes, 94p.

WEBOGRAPHIE

- <https://ci.usembassy.gov/fr/partenariats-entre-les-etats-unis-et-lafrique-promouvoir-les-interets-communs/>
- <http://www.banquemoniale.org/fr/news/press-release/2013/05/09/reginal-integration-key-to-africa-s-future-competitiveness>
- <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/septembre-2002/concr%C3%A9tiser-l'int%C3%A9gration-africaine>,
- <http://www.mapexpress.ma/actualite/societe-et-regions/el-guerguarat-depart-vers-lafrique-louest-dune-caravane-medicale-marocaine/>